



CONVOCATION

à la séance du Conseil général

du lundi 10 novembre 2014, à 19h30 à l'Hôtel de Ville

27^{ème} SEANCE

Rapports du Conseil communal

14-021

Rapport du Conseil communal concernant la politique de sécurité de la Ville de Neuchâtel ainsi que l'abrogation du Règlement du Corps de police, du 11 juin 1990.

14-020

Rapport du Conseil communal concernant l'octroi d'une garantie des prestations de prévoyance dues au personnel des entreprises et corporations affiliées à prévoyance.ne et dépendant de la Ville de Neuchâtel.

14-022

Rapport du Conseil communal concernant la participation de la Ville de Neuchâtel aux travaux de l'«Alliance des Neuchâtel du Monde ».

Autres objets

13-403 (Pour mémoire)

Proposition du groupe PopVertsSol par Mmes et MM. Nicolas de Pury, Yves Froidevaux, Edouard Jeanloz, Nicole Baur, Dimitri Paratte, Hélène Dederix-Silberstein, Béatrice Nys, Michel Favez, Catherine Loetscher Schneider et Julien Binggeli, au sens de l'art. 50 du Règlement général de la Commune de Neuchâtel, du 22 novembre 2010 par l'introduction d'un art. 160 bis (nouveau) « Fortune nette et coefficient fiscal » (Déposée le 30 décembre 2013 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 13 janvier 2014) :

En cours d'étude par la Commission financière, selon décision du Conseil général du 3 février 2014.

14-604

Interpellation du groupe PLR par Mme et MM. Jean Dessoulavy, Philippe Etienne, Richard Strohmeier, Amelie Blohm Gueissaz, Beat Geiser, Alexandre Brodard, Philippe Mouchet, Joël Zimmerli, Jean-Charles Authier, Christophe Schwarb et Jérôme Bueche, intitulée « Quel concept pour la mise en place du Wifi ? » (Déposée le 6 mars 2014 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 31 mars 2014) :

« Comme le dit le slogan, Neuchâtel est une ville qui veut rayonner. Le Conseil communal propose même d'étendre pour CHF 112'000 au budget 2014 la couverture Wifi dans la ville pour en faire profiter habitants et touristes. Or, avant d'étendre cette couverture, il nous semble important d'obtenir quelques précisions sur cette mise à disposition de bornes Wifi supplémentaires.

Nous souhaiterions obtenir des précisions sur les aspects sécuritaires, de santé publiques et pratiques de ce service.

Au niveau de la sécurité tout d'abord, quelles sont les mesures techniques et organisationnelles qui sont prises pour vérifier et empêcher que l'infrastructure de la ville puisse être utilisée à des fins malhonnêtes ou illégales (téléchargement de contenus interdits par la loi, utilisation de l'infrastructure de façon anonyme, vol de données privées d'autres utilisateurs connectés au réseau) ? Nous partons du principe qu'une sécurité de base a été mise en place, mais à quel point est-il facile de la contourner ? Dans le cas d'une utilisation frauduleuse du service, quelles sont les responsabilités morales, civiles et pénales de la ville de Neuchâtel ?

Pour ce qui est de la santé publique, diverses études plus ou moins contradictoires (qui rappellent les études sur le tabac dans les années 1940) démontrent ou ne démontrent pas les effets néfastes des ondes électromagnétiques sur les humains. Cela dit, nous appelons en fait à ce que nos autorités dans ce dossier ne minimisent pas les risques liés à l'émission du Wifi et appliquent ce que l'on pourrait appeler le principe de précaution en envisageant par exemple de prévoir des lieux spécifiques au sein de l'administration dans lesquels le Wifi serait utilisé et d'en informer les collaborateurs de façon claire.

Le film documentaire de Jean-Yves Bilien « Les sacrifiés des ondes » diffusé le 30 janvier dernier au Centre de Santé à Colombier, va à la rencontre des chercheurs dédiant leur travail à l'étude des effets de l'électrohypersensibilité qui concernerait entre 3 et 6% de nos

populations occidentales. Des solutions concrètes sont aussi proposées afin de réduire les effets négatifs sur notre organisme.

A noter que le site belge Etudes & vie présente de façon objective les syndromes liés à la présence abusive d'ondes électro-magnétiques, dont font partie les ondes transmises par le Wifi. Certains sites suédois mentionnent l'existence de plus de 600'000 personnes dites électrosensibles dans ce pays, ce qui représente près du 7% de la population.

Si on s'intéresse à comment cette question est traitée dans des pays voisins, on peut relever que les gouvernements suédois, autrichiens et allemands reconnaissent que les pathologies attribuées aux ondes électromagnétiques sont une véritable maladie. En 2002, puis en 2012, des milliers de praticiens allemands ont lancé l'appel de Fribourg, dénonçant le danger des ondes. Nos voisins allemands et autrichiens ont déjà commencé à prévenir les risques potentiels à ce sujet en interdisant le Wifi dans certains établissements scolaires. Le gouvernement allemand recommande du reste depuis 2007 d'éviter le Wifi pour des raisons sanitaires. Le Conseil de l'Europe de son côté préconise l'abandon du Wifi dans les écoles et la baisse des seuils d'exposition des antennes-relais de téléphones mobiles depuis 2011, date à laquelle l'OMS a déclaré les ondes électromagnétiques comme potentiellement cancérigènes. En Suisse, l'Office fédéral de la Santé publique (OFSP) adopte une attitude prudente en évitant d'émettre des recommandations contraignantes aux pouvoirs publics. Toutefois, notre groupe aurait souhaité savoir quelles garanties sont données par l'OFSP pour freiner l'utilisation abusive du Wifi ? Des références en termes de normes ont-elles été communiquées par cet office ?

Enfin n'oublions pas que pour l'amiante, les pesticides, le tabac et plus récemment les téléphones portables, il a fallu trop de temps pour prouver la dangerosité et prendre les mesures adéquates. Rien ne dit qu'il en ira de même avec le Wifi mais la responsabilité du politique est de prendre des mesures de précaution adéquates.

Finalement, les aspects pratiques restent encore flous pour nous. Quand on veut « étendre la couverture Wifi des lieux publics », à quels lieux pense-t-on ? S'agit-il de bibliothèques, des bâtiments officiels, de préaux d'écoles, de places telles que la Place Pury ou la Place des Halles ? La salle du Conseil général serait-elle concernée à terme par une telle installation et si oui de quelle manière notre Conseil en sera-t-il informé ? Comment le Conseil communal compte-t-il communiquer avec les fonctionnaires de la ville qui souffrent d'hypersensibilité électromagnétique ?

Autre considération pratique, presque éthique : que pense faire le Conseil communal pour prévenir les abus possibles faits par des jeunes citoyens utilisateurs de ce nouveau service Wifi mis à disposition par la ville hors du contrôle des représentants légaux ?

Dernière question, le budget de CHF 112'000 correspond-il uniquement aux frais d'acquisition et de mise en place des nouvelles bornes Wifi ou comprend-il également l'exploitation et la maintenance du service ?

Au vu des nombreuses questions et incertitudes, nous souhaiterions voir un concept général concernant le Wifi « public » en ville de Neuchâtel ».

Le présent texte tient lieu de développement écrit

14-608

Interpellation du groupe PLR par Mmes et MM. Félix Gueissaz Christophe Schwarb, Jérôme Bueche, Joël Zimmerli, Jean-Charles Authier, Julien Spacio, Richard Strohmeier, Philippe Etienne, Beat Geiser, Philippe Mouchet, Jean Dessoulavy, Ameli Blohm Gueissaz, Béatrice Haeny, Mirko Kipfer et Alexandre Brodard, intitulée « Les attentes du Conseil communal vis-à-vis du Canton, de la Confédération et de TransN en matière de réseau routier et de transports publics » (Déposée le 18 juin 2014 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 23 juin 2014) :

« Le groupe PLR souhaite connaître les feuilles de route du Conseil communal dans ses démarches avec le Canton et la Confédération dans le domaine des axes routiers et avec TransN dans le domaine des transports publics en Ville de Neuchâtel.

Le groupe souhaite également connaître de quelle façon le Conseil communal a notamment tenu compte de l'augmentation de la population, des objectifs de mobilité et du développement que s'est fixés la Ville et quel agenda a été retenu.

Quelles sont les attentes du Conseil communal face aux grands axes routiers cantonaux et fédéraux et leurs implications sur le réseau des routes communales ? Nous pensons aux 3 axes principaux est-ouest, nord-est et nord-ouest, soit en particulier :

- au vaste carrefour de Vauseyon et à sa cuvette,
- à l'accessibilité au nord de la ville depuis le carrefour au sud de Valangin,
- aux 3 giratoires à l'est dans le secteur Nid-du-Crô – Maladière,
- au passage sous voies entre la rue des Fahys et la rue de Gibraltar (dans ce cas particulier, les CFF sont aussi touchés),

- à l'axe : Place Pury – Place Numa-Droz – Avenue du Premier Mars.

Le développement de ces axes par le Canton et la Confédération ne peut se faire qu'en partenariat avec la Ville qui s'est fixé des priorités telles que le développement de la Ville au nord avec de nouveaux quartiers d'habitation (Les Cadolles) ainsi que de la zone industrielle de Puits-Godet et le futur visage du "Grand centre-ville" avec une diminution souhaitée de la circulation (zone 30).

De plus, quelles sont les attentes du Conseil communal en ce qui concerne

- le développement des transports publics sur le territoire communal,
- l'offre pour les habitants de la Ville
- et l'utilisation de l'espace public de la Ville ? ».

Le présent texte tient lieu de développement écrit.

14-609

Interpellation du groupe PopVertsSol par Mmes et MM. Catherine Loetscher Schneider, Nicole Baur, Béatrice Nys, Yves Froidevaux, Hélène Dederix-Silberstein, Olivier Forel, Edouard Jeanloz, Julien Binggeli et Dimitri Paratte, intitulée « Quel avenir pour les 15 baraquements de l'armée à Plaines-Roches ? » (Déposée le 26 août 2014 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{er} fois lors de la séance du 1^{er} septembre 2014) :

« Un article de l'Express datant du 11 avril nous informe que la Ville souhaite racheter 15 baraquements à l'armée, baraquements qui se trouvent dans la forêt de Plaines-Roches.

Ce même article précise que le WWF a mis en avant une clause légale, qui demandait que l'armée remette les lieux en état à l'échéance du droit de superficie. Sans nouvelle de la suite de ce dossier notre groupe souhaite obtenir des réponses au sujet des points suivants. Cette zone jouxte un périmètre de détente où de nombreuses personnes jouissent de la nature, et nous sommes intéressés à connaître les intentions de la Ville à son sujet.

Nous aimerions savoir :

1. Où en est le dossier ?
2. Depuis quand les dépôts ne sont-ils plus utilisés par l'armée ?
3. La Ville a-t-elle acheté ces baraquements ?
4. Si oui à quel prix ?
5. La Ville loue ou souhaite louer à Sugyp SA, une entreprise de pyrotechnie. Qu'en est-il actuellement ?

6. Une expertise pour connaître le coût de démolition a-t-elle été faite ?
7. Sait-on combien de temps ces baraquements pourraient être utilisés tels qu'ils sont maintenant, à savoir sans eau, sans chauffage et sans électricité (et sachant qu'ils sont en zone forêt et qu'il n'est pas permis de les viabiliser)?
8. Sait-on s'il y a de l'amiante dans les bâtiments ?
9. Sait-on si de la pollution due aux anciennes activités exercées dans et autour des bâtiments a été recherchée et trouvée ?
10. Quelle sera l'augmentation du trafic sur les chemins forestiers en cas de changement d'affectation des baraquements (nombre de mouvements de véhicules dus à l'utilisation par ville + par entreprise pyrotechnique)? Et y a-t-il un risque que les accès soient modifiés, par exemple par de la chaille ou un enrobé quelconque ?

De façon annexe nous aimerions savoir si l'entreposage de nombreux conteneurs enterrés devant ces baraquements, et ce depuis plusieurs années, ne devrait pas nécessiter un permis de construire ».

Le présent texte tient lieu de développement écrit

14-401 (Pour mémoire)

Proposition du groupe PLR par Mme et MM. Jérôme Bueche, Amélie Blohm Gueissaz, Mirko Kipfer, Jean-Charles Authier, Christophe Schwarb, Philippe Etienne, Philippe Mouchet, Félix Gueissaz, Jean Dessoulavy, Richard Strohmeier, Julien Spacio Beat Geiser Joël Zimmerli et Alexandre Brodard, au sens de l'art. 50 du Règlement général visant à la modification de l'article 174 du Règlement général de la Commune de Neuchâtel, du 22 novembre 2010 (Déposée le 26 août 2014 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 27 octobre 2014) :

« Projet

**Arrêté
modifiant l'article 174 du
Règlement général de la Commune de Neuchâtel,
du 22 novembre 2010
(Du ...)**

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,
Sur proposition de plusieurs de ses membres,

arrête:

Article premier.- L'article 174 du Règlement général de la Commune de Neuchâtel, du 22 novembre 2010, est modifié comme suit:

Art. 174 (modifié).- ¹ Sauf exception dûment justifiée, toute vente d'objet immobilier propriété de la commune, **ainsi que tout octroi d'un droit de superficie font** l'objet d'une publication sous forme d'appel d'offres dans le Bulletin officiel, dans le quotidien régional le plus lu et sur le site internet de la Ville, ou sous toute autre forme appropriée.

² **(nouveau)** Les publications contiennent les informations concernant l'objet immobilier et les critères spécifiques d'évaluation pour l'adjudication.

Art. 2.- Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Amendement du Conseil communal :

Article premier.- L'article 174 du Règlement général de la Commune de Neuchâtel, du 22 novembre 2010, est modifié comme suit:

« **Art. 174 (modifié).**- ¹ Sauf exception dûment justifiée, ***notamment pour des motifs tirés de circonstances stratégiques ou politiques particulières***, toute vente d'objet immobilier propriété de la commune, **ainsi que tout octroi d'un droit de superficie font** l'objet d'une publication sous forme d'appel d'offres dans le Bulletin officiel, dans le quotidien régional le plus lu et sur le site internet de la Ville, ou sous toute autre forme appropriée.

² **(nouveau)** Les publications contiennent les informations ***usuelles*** concernant l'objet immobilier et les critères ***spécifiques déterminants.*** »

En cours d'étude par la Commission spéciale « Politique immobilière et du logement », selon décision du Conseil général du 27 octobre 2014.

14-610

Interpellation du groupe PLR par Mmes et MM. Alexandre Brodard, Béatrice Haeny, Jérôme Bueche, Amelie Blohm Gueissaz, Mirko Kipfer, Jean-Charles Authier, Félix Gueissaz, Richard Strohmeier, Philippe Mouchet, Philippe Etienne, Jean Dessoulavy, Beat Geiser, Christophe Schwarb, intitulée « Pourquoi pas un giratoire et un Littorail souterrains au centre-ville ? » (Déposée le 5 septembre 2014 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{er} fois lors de la séance du 27 octobre 2014) :

« L'avenir de la place Numa-Droz et de la circulation à cet endroit inquiète et constitue un problème auquel notre Ville aura s'atteler rapidement, faute de quoi la situation risque de devenir insupportable au centre-ville. Le projet du Conseil communal de 2012 n'ayant pas passé la rampe des votations, il convient de remettre l'ouvrage sur le métier, en tenant compte évidemment des développements de futurs projets alentour.

A ce sujet, il est à présent connu que le Conseil communal envisage, au niveau de la place Alexis-Marie-Piaget, la construction d'un parking en sous-sol et l'implantation d'un grand magasin en surface.

Une telle réalisation aurait forcément un impact important sur le nombre de véhicules traversant la ville: la fluidité du trafic en pâtirait lourdement, et les objectifs louables de 2012 d'apporter un élan de modernité et de fraîcheur à la ville en améliorant la convivialité de la zone et l'accessibilité au lac pour les piétons peut-être envolés à jamais.

Or, l'idée d'un autre projet des plus intéressants semble gentiment faire son chemin à proximité, malgré les difficultés qu'il rencontrera forcément vu la topographie des lieux. En effet, à en croire les propos du Conseiller d'Etat en charge des Transports relatés le 24 septembre 2014 par le quotidien de la place, un projet de prolongement de la ligne du Littorail vers l'est, soit du centre-ville de Neuchâtel jusqu'à l'Université (voire plus loin) devrait être soumis à Berne, afin d'assurer l'interface avec la gare de Neuchâtel, via le Fun'ambule.

Vu l'importance de l'enjeu et la coexistence de différents projets d'importance (parking souterrain, prolongement Littorail, etc.) et objectifs (fluidité du trafic, accessibilité au lac, sécurité etc.) à cet endroit, il est primordial de ne pas se tromper dans les choix à effectuer et de s'assurer que les projets et objectifs poursuivis soient intercompatibles et ne s'excluent pas l'un l'autre.

Vu la complexité de l'équation, il semble en outre légitime de se demander si le seul moyen de la résoudre ne serait pas de construire un giratoire souterrain sous l'actuel carrefour Numa-Droz/Poste, avec par

exemple des sorties la hauteur de la banque cantonale l'ouest, du collège de la Promenade à l'est et de l'Hôtel communal au nord. Les problèmes de circulation seraient ainsi réglés, le lac véritablement rendu à la ville et à ses habitants, et le centre-ville amélioré sans comparaison possible.

Le groupe PLR s'inquiète de la situation et interpelle le Conseil communal pour lui demander des explications et des informations. Il lui saurait en particulier gré de bien vouloir répondre aux interrogations suivantes:

- 1) Une étude de circulation a-t-elle été menée sur les effets de l'implantation d'un grand magasin et d'un parking en sous-sol à la place Alexis-Marie-Piaget? Si oui, quels en sont les résultats?
- 2) La Ville de Neuchâtel a-t-elle été consultée par le Conseil d'Etat concernant son intention de déposer un projet de prolongement du Littorail vers l'est? Les commissions concernées de la ville ont-elles été consultées? Ce projet, dont on ne parle pas dans le programme politique 2014-2017, s'intègre-t-il dans la coordination des différents projets urbanistiques en cours?
- 3) Une étude de faisabilité et de circulation a-t-elle été menée concernant le prolongement du Littorail vers l'est, notamment s'il devait passer par la rue de la Place d'armes? Si oui, quels en sont les résultats?
- 4) Une étude de faisabilité a-t-elle menée concernant la construction d'un giratoire souterrain sous l'actuel carrefour Numa-Droz/Poste (à l'intersection des rues du 1er-mars, de la Place-d'armes et de l'Hôtel-de-ville), ou de tout autre moyen de faire passer la circulation en souterrain? Si oui, quels en sont les résultats et le prix estimé?
- 5) Si aucune étude n'a été menée dans ce sens, le Conseil communal estime-t-il un tel projet réalisable et quel prix approximativement? Y rajouter une prolongation souterraine du Littorail serait-il envisageable? Le Conseil communal envisage-t-il de procéder à une étude de faisabilité et d'estimation des coûts d'un tel projet?
- 6) L'implantation d'un grand magasin et d'un parking en sous-sol à la place Alexis-Marie-Piaget est-elle compatible avec un prolongement du Littorail en surface, en souterrain, et avec la construction de l'entrée du tunnel d'un giratoire souterrain?

Le présent texte tient lieu de développement écrit

14-613

Interpellation du groupe PLR, par Mmes et MM. Jean Dessoulavy, Béatrice Haeny, Joël Zimmerli, Christophe Schwarb, Félix Gueissaz, Philippe Mouchet, Mirko Kipfer, Alexandre Brodard, Jean-Charles Authier, Philippe Etienne, Beat Geiser, Richard Strohmeier, intitulée « Piscines du Nid-du-Crô : quel entretien pour les locaux ? » (Déposée le 23 octobre 2014 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 27 octobre 2014) :

« Le groupe PLR souhaite savoir quelles sont les mesures que le Conseil communal compte prendre pour l'entretien des locaux des piscines du Nid-du-Crô. En effet, un constat alarmant peut être dressé au vu de l'état de certaines installations des piscines intérieures. Cet état de fait préoccupe vivement le groupe PLR.

Développement écrit :

Les utilisateurs réguliers auront constaté les problèmes d'entretien des locaux liés aux piscines intérieures.

Le groupe PLR relève les points suivants qui devraient faire l'objet d'un programme de mise en état ou de remplacement :

- Casiers : un constat rapide met en évidence que pratiquement un casier sur deux est maintenant inutilisable du fait que la serrure n'est plus en état ou a tout simplement disparu – on constate en outre pour ce qui est des casiers qui ont encore une clé, que la moitié n'ont plus de numéro et sont donc difficilement utilisables par les usagers.
- Douches : là également, on constate que pratiquement une douche sur deux ne fonctionne pas bien, soit que l'eau chaude soit mal répartie soit que l'intensité de la douche soit mal régulée – en termes de déperdition énergétique, la Ville devrait voir ce qu'il convient d'être fait.
- Cabines : certaines ne ferment plus ou ont perdu leurs portes ;
- Jeux pour enfants : la variété mise à disposition qui était un plus à l'époque l'est de moins en moins étant donné que la mousse a vieilli.

En ce qui concerne les piscines extérieures et les infrastructures qui y sont liées, nous demandons également au Conseil communal de voir dans quelle mesure des aménagements similaires devraient être entrepris.

En conclusion, le groupe PLR demande au Conseil communal d'agir car pour les usagers des piscines du Nid-du-Crô, la situation actuelle est

insatisfaisante. En termes d'image pour notre ville, cette dégradation de l'état des installations est également préjudiciable. »

Le présent texte tient lieu de développement écrit.

14-402

Proposition du groupe socialiste, par Mmes et MM. Jonathan Gretillat, Dobrivoje Baljovic, Natacha Erard, Edlira Dedja Bytyqi, Patrice de Montmollin, Anne-Dominique Reinhard, Anne-Françoise Loup, Morgan Paratte, Philippe Loup, Oksana Castioni, Gianfranco de Gregorio, Yvan Gallo, Mouhamed Basse, intitulée « Pour l'introduction d'un véritable congé parental à Neuchâtel » (Déposée le 27 octobre 2014 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 10 novembre 2014).

« Projet :

Arrêté

modifiant l'article 45 du Statut du personnel communal du 7 décembre 1987 en vue d'introduire un congé parental
(Du ...)

Le Conseil général de la ville de Neuchâtel,

arrête :

Article premier.- L'article 45 du statut du personnel communal du 7 décembre 1987 est modifié comme suit :

c) en cas de
maternité **et de**
parentalité ^(nouveau)

Article 45.- ^{3 (nouveau)} Le fonctionnaire a droit à un congé parental payé d'un mois, à faire valoir dans un délai de 2 ans, dès la naissance d'un enfant qu'il reconnaît ou lors d'une adoption.

^{4 (nouveau)} Le congé parental s'applique aussi à l'autre conjoint fonctionnaire en sus du congé d'adoption.

Art. 2.- Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement, le Conseil communal étant chargé de son exécution.

Développement :

Chaque année, Travail.Suisse recense l'état actuel du congé paternité dans le secteur public. En 2014, la Confédération, les cantons et 25 des plus grandes villes de Suisse prévoient ainsi un temps réservé aux pères lors de la naissance d'un enfant. Mais les pratiques varient fortement, allant de 1 à 21 jours selon l'administration en question. Les Villes de Lausanne, de Genève et de Berne sont les plus généreuses, avec un congé de paternité de trois semaines. La lanterne rouge est ... Neuchâtel, à égalité avec le canton d'Obwald, avec un jour de congé seulement (!).

Il est communément admis que l'arrivée d'un enfant au sein d'une famille, que ce soit par la naissance ou l'adoption, crée de profonds bouleversements pour les deux parents. Alors que les pays scandinaves l'ont compris depuis de nombreuses années, avec des systèmes de congé parental de plusieurs mois pouvant être partagés quasi librement entre les deux parents, la Suisse est véritablement à la traîne.

Les collectivités publiques se doivent de montrer l'exemple s'agissant de conditions de travail cadres qui ont vocation à devenir une référence pour l'ensemble du monde du travail. Dans cette optique, la Ville de Neuchâtel doit adapter sa pratique. Elle dispose des ressources financières nécessaires pour offrir une prestation qui est utile à la société dans son ensemble. Dès lors, l'introduction d'un congé de parentalité d'une durée d'un mois pour le personnel de la Ville de Neuchâtel paraît raisonnable. »

Discussion

14-302

Motion des groupes socialiste et PopVertsSol, par Mmes et MM. Philippe Loup, Julien Binggeli, Edouard Jeanloz, Nicolas de Pury, Yves Froidevaux, Patrice de Montmollin, Olivier Forel, Catherine Loetscher Schneider, Dobrivoje Baljovic, Jonathan Gretillat, Béatrice Nys, Nicole Baur, Dimitri Paratte, Michel Favez, Gianfranco de Gregorio, Hélène Dederix Silberstein, Yvan Gallo, Morgan Paratte, Anne-Dominique Reinhard, Anne-Françoise Loup, Edlira Dedja Bytyqi, Natacha Erard, Oksana Castioni, intitulée « Insertion professionnelle : la Ville à la fois employeur et placeur » (Déposée le 27 octobre 2014 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 10 novembre 2014).

« Dans un souci de réinsertion professionnelle, le Conseil communal est prié d'étudier les voies et moyens afin d'offrir des opportunités de stages à des bénéficiaires de l'aide sociale, puis des emplois pour une durée déterminée au sein de l'Administration communale avec la finalité à terme de placement auprès d'employeurs privés.

Pour ce faire nous demandons au Conseil communal de :

A. A l'interne de l'administration

- de lister l'ensemble des professions exercées au sein de l'Administration communale relevant des secteurs primaire (métiers en lien avec les espaces verts et forestiers) et secondaire (métiers en relation avec la construction: peintre, maçon, menuisier, et de l'artisanat).
- d'évaluer la création, dans ces domaines, de postes de travail destinés à être occupés par des bénéficiaires de l'aide sociale aux compétences reconnues dans ces secteurs.
- de mettre en place un suivi professionnel afin d'accroître les connaissances métiers ou autres (cours de français par exemple) des personnes concernées.

B. En relation avec le premier marché du travail

- de faire en sorte que les entreprises, bénéficiaires de travaux au profit de la Ville, s'engagent à accepter des stagiaires proposés par le responsable de la réinsertion au sein des services sociaux et / ou par des programmes de réinsertion professionnelle.
- d'établir une véritable interface avec les entreprises et maîtres d'état des métiers concernés afin de pouvoir, à terme, leur proposer des travailleurs concernés pour des emplois durables.
- d'assurer un suivi temporaire avec l'ancien collaborateur et son nouvel employeur afin de permettre une réintégration professionnelle durable.

Développement écrit:

Le canton de Neuchâtel compte environ 6400 personnes en recherche d'emploi. Parmi elles, près de 2000 sont des bénéficiaires de l'aide sociale ayant épuisé les indemnités chômage auxquelles elles avaient droit. Pareille situation n'est nullement acceptable. Le coût financier pour l'ensemble des collectivités publiques neuchâteloises est croissant, mais plus grave, encore, le coût social représente un défi qu'il nous appartient de relever.

Le Conseil d'Etat, plus précisément, le chef du Département de l'Économie et de l'Action sociale, a clairement exprimé sa volonté de lutter avec force contre cette particularité neuchâteloise. La mise en place d'un nouveau processus d'intégration professionnelle est prometteuse s'il parvient, par gain d'efficacité, à réduire au maximum la durée où les demandeurs d'emploi se retrouvent sans activité. Le désir d'évaluer au plus vite le niveau d'employabilité de chacun et de mettre en œuvre les mesures nécessaires, notamment de formation et d'encadrement, devrait justement permettre d'atteindre cet objectif.

Pour les groupes socialiste et PopVertsSol, la démarche cantonale est intéressante mais demande encore à dépasser le stade de l'élaboration pour affronter le marché du travail. Le succès n'aura pas de pareil si les entreprises, semble-t-il attentives et le plus souvent demandeuses, se muent en actrices, en partenaires de ce processus.

Cette priorité cantonale ne peut laisser insensible les communes, plus spécialement notre cité. Nul ne l'ignore, le 60% des coûts de l'aide sociale est à la charge de ces dernières. Toutefois, le plan de l'Etat aussi intéressant soit-il repose sur le principe de l'employabilité rapide des demandeurs. Si un chômeur de longue durée voit, de fait, cette dernière s'étioler peu à peu alors que dire des bénéficiaires de l'aide sociale, souvent en arrêt d'emploi depuis plusieurs années ? Vous l'aurez compris, l'objectif cantonal : chômeur récent – remplacement rapide - ne concerne pas vraiment la population fréquentant les différents services sociaux de nos villes et régions.

Faut-il pour autant que Neuchâtel demeure un spectateur-payeur ? Évidemment pas ! D'ailleurs depuis des années, la Ville investit dans le domaine de la réinsertion socio-professionnelle. Contrats d'Insertion Sociale et Professionnelle (ISP), stagiaires dans l'administration à titre de premier emploi pour jeunes diplômés, semestre de motivation et Villages d'Artisans pour les plus jeunes. Le choix est déjà large et encore mieux encadré par la présence d'un responsable insertion et d'une adjointe qui s'enquière tant des possibilités de stages que de leur suivi. Malheureusement ces outils ne permettent pas d'inverser la tendance, trop souvent confirmée, que trop de personnes demeurent durablement à l'aide sociale. Une situation qui résonne comme une impasse professionnelle et une absence de perspective d'avenir.

Dans l'intérêt de toutes les parties concernées, bénéficiaires, Ville, canton mais aussi de potentiels employeurs, il convient de développer de nouveaux outils d'insertion professionnelle. Sans vouloir en faire une longue évaluation, qu'en est-il de la perception, par les employeurs potentiels, des personnes, bénéficiaires de l'aide sociale ? Nous ne

trahissons aucun secret en déclarant qu'elle est, si ce n'est mauvaise, peu engageante. Souvent les dossiers de postulation des personnes à l'aide sociale sont, soit ignorés, soit considérés avec distance. Cette étape représente à l'évidence la faiblesse de l'ensemble du système de réinsertion professionnelle. Nous pouvons développer tout l'encadrement, toutes les activités au sein de différents programmes ou des collectivités publiques par les contrats ISP ou les Mesures d'Intégration Professionnelle (MIP), si ce passage n'est pas franchi, toutes ces mesures demeureront vaines.

C'est par conséquent à ce niveau que se présente cette motion. Notre volonté consiste bien entendu à agir en amont, ceci afin de multiplier les chances des différents candidats à l'emploi, mais surtout de les accompagner, en toute connaissance de cause, auprès des entreprises intéressées.

Afin de donner le plus de résultats à cette démarche, nous nous sommes volontairement fixés sur les domaines demandeurs en main d'œuvre sur le marché du travail. Les récentes statistiques cantonales à disposition nous indiquent que les secteurs primaires et celui de la construction (second œuvre) sont de ceux-ci. Il se trouve que la Ville, au sein de son Administration, pratique ces métiers. Il apparaît aussi que Neuchâtel, en tant qu'important propriétaire immobilier, octroie des chantiers en nombre à des entreprises du canton. Ces deux éléments montrent qu'elle joue aussi bien le rôle d'employeur que celui de maître d'ouvrage. Ces atouts constituent à nos yeux des leviers significatifs que les collectivités publiques n'ont pas en ce qui concerne d'autres secteurs, tels ceux de l'industrie ou du tertiaire.

La motion proposée se présente en deux volets. Le 1^{er} est la mise à disposition des bénéficiaires soutenus par le Service social de la Ville d'un nombre de places de travail (de 5 à 10) visant tant la remise à niveau des compétences que de proposer des formations, que celles-ci soient strictement "métier" ou plus scolaires (cours de français par exemple).

Le deuxième volet, indissociable du premier, affirme la volonté politique de faire de la Ville l'interface, manquante aujourd'hui, entre les demandeurs d'emploi des domaines précités et les employeurs. La proposition qui est soumise à étude représente une nouvelle façon d'intervenir pour une collectivité publique dans le processus de l'emploi. Cette orientation clairement plus volontariste et impliquant la Ville dans un rôle très actif dans le domaine de la réinsertion est novatrice et sans aucun doute nécessaire au regard de la situation et de l'analyse qui en est faite par un large éventail d'acteurs, qu'ils soient politiques ou non.

Le processus qui découlerait de la mise en place de tout le projet proposé peut se résumer ainsi. Les services sociaux déterminent les bénéficiaires les plus adéquats au regard de leurs formations, expériences et motivations pour entamer le chemin qui pourrait mener à l'un de ces postes créés. Afin de les remettre dans le rythme et aussi rafraîchir leurs compétences, il conviendrait de les insérer dans l'un des programmes à disposition en relation avec les métiers considérés. Là, par un contrat ISP ou plusieurs successivement, le travailleur reprend pied. Cette étape peut voir sa durée évoluer de façon très variable d'une personne à l'autre. Ce moment peut très bien aussi être entrecoupé de stages brefs (1-2 semaines) en entreprise ou au sein de la Ville. Une fois prêt - là se situe la nouveauté - le travailleur est engagé par la Ville pour un contrat de durée déterminée mais au maximum de 24 mois. Un taux à 80% annualisé pourrait d'ailleurs en plus permettre, par de la formation et /ou des stages en entreprise, d'améliorer encore les compétences de l'employé concerné.

En parallèle, grâce à son réseau important dans les domaines des espaces verts et, surtout, du bâtiment la Ville peut entamer un travail en profondeur afin de placer les personnes dont elle assure l'emploi. Ce travail d'"agence de placement" présente deux avantages significatifs. Tout d'abord, la commune est un maître d'ouvrage connu et apprécié par l'importance des investissements qu'elle pratique dans le domaine. Mais, surtout, la Ville, par l'intermédiaire de son responsable de la réinsertion, peut légitimement défendre pour un emploi l'un de ses travailleurs, ceci en complète connaissance de cause. En effet, par un accompagnement personnalisé, le travailleur sera reconnu pour ses qualités et aura bénéficié d'un perfectionnement et d'une expérience supplémentaire particulièrement bienvenus.

Dans le futur projet de réintégration professionnelle de l'Etat, le principe sur lequel repose l'ensemble du système se concentre sur le niveau d'employabilité d'une personne. Poser une telle notion sur dossier revêt un aspect théorique qui ne manque pas de nous inquiéter quelque peu. En revanche, en voyant les gens évoluer sur le terrain, non seulement leur employabilité en devient bien concrète mais surtout elle sera accompagnée d'une garantie de fiabilité. Mises ensemble, elles valent les plus beaux curriculum vitae et les plus convaincantes lettres de motivation.

Pour toutes les raisons invoquées, le chemin dont nous proposons l'étude est riche en perspectives d'avenir.

Cependant, une question, doublée d'une inquiétude se lit dans vos regards. Combien cela va-t-il coûter ...? Sans vouloir anticiper sur l'étude

du Conseil communal, nous pensons qu'en termes de dispositif le coût sera faible. En effet, le service de l'Action sociale est déjà doté d'une structure responsable de la réinsertion socio-professionnelle. Concernant l'encadrement des employés engagés, il ne devrait pas générer un suivi nécessitant une présence constante; du fait qu'une autonomie déjà significative et exercée par ailleurs sera "exigée". Reste l'aspect salarial. Évidemment le coût est ici réel. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que l'objectif visé consiste à faire en sorte que ces personnes quittent à terme l'aide sociale ce qui représente à la fois une économie et de nouvelles rentrées avec les impôts dont ces dernières devront à nouveau s'acquitter. Le succès de la démarche se mesurera ainsi : la personne accompagnée dans ce processus devra trouver un emploi hors de l'administration dans un délai d'au maximum de 2 ans. Permettre à quelqu'un de sortir durablement d'une situation de dépendance économique représente un "retour sur investissement" socialement et financièrement important. »

Discussion

Neuchâtel, le 28 octobre 2014.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL :

La présidente,

Le chancelier,

Christine Gaillard

Rémy Voirol